

L'ACTION FRANÇAISE

5 2000

4 € | N° 2869 | 67^e année | Du 5 au 18 septembre 2013 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net



Non à la guerre !

L'ESSENTIEL

✓ ÉCONOMIE

La dictature fiscale p. 2

Pascal Lamy

quitte une OMC en panne p. 2

✓ VIE FRANÇAISE

Hélie de Saint Marc :

l'honneur d'un légionnaire p. 4

✓ MONDE

Suède : quarante ans de règne

pour Charles XVI Gustave p. 5

Des Belges au cœur du *djihad* . p. 5

Perspectives francophones p. 6

La France fourvoyée

au Moyen-Orient p. 7

Syrie : répit pour la paix p. 7

Égypte : l'union du peuple

et de l'armée p. 8

✓ HISTOIRE

Aux origines de l'europhisme :

Robert Schuman p. 9

Comment s'est construit

l'empire assyrien p. 9

✓ IDÉES

Relire Maurras :

« Dehors les barbares ! » p. 10

Lire (ou relire) Wittgenstein ... p. 10

Jean Madiran nous a quittés .. p. 11

✓ ARTS & LETTRES

Victor Hugo politique p. 12

Petits plats dans les grands .. p. 12

Horizontalité littéraire p. 13

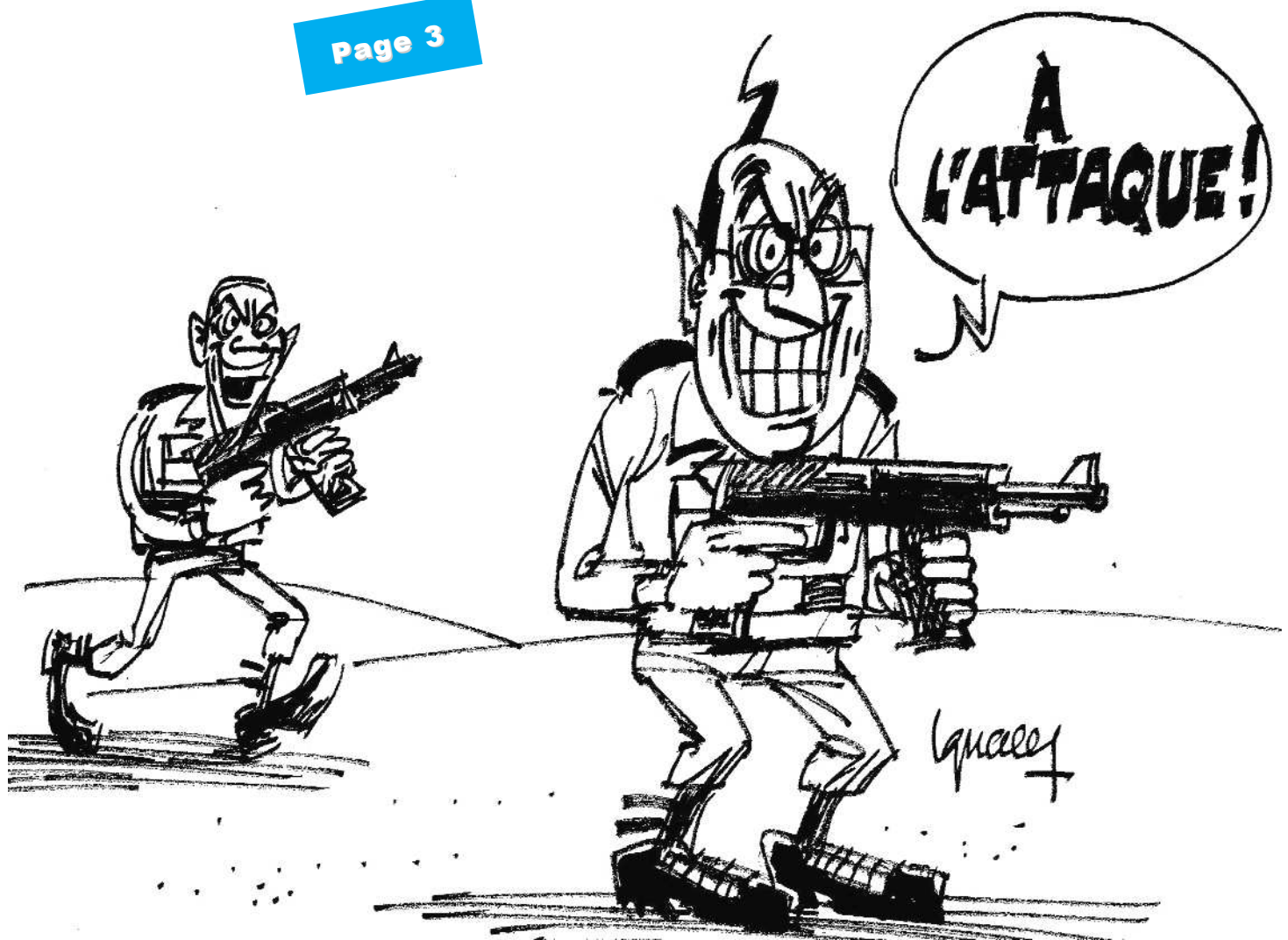
Paul Claudel

ou le tragique chrétien p. 14

✓ COMBAT

Objectif : sauver la France p. 15

Page 3



Dommages collatéraux..

LA LÉGÈRETÉ des politiciens républicains ne laisse pas d'étonner. Au cours de l'été avait été annoncée la libération de plusieurs centaines de délinquants, voire de quelques criminels, en raison d'une grossière bévue juridique. Dans un tout autre registre, voilà quelques mois, le Quai d'Orsay avait menacé la Syrie de sévères représailles si, d'aventure, elle recourait

à des armes chimiques. La « ligne rouge » ayant, paraît-il, été franchie, l'heure est à la valse-hésitation. Chapeau ! Le crédit des puissances occidentales s'en trouve à nouveau diminué. Au point que certains analystes, à l'image d'Hubert Védrine, jusqu'alors circonspects quant à l'opportunité d'une intervention militaire, la jugent désormais nécessaire. Que dire, en outre, de la volte-face britannique, sinon qu'elle illustre, encore une fois, le relâchement du lien transatlantique ? Quoi qu'il en soit, soumettre le déploiement des armées au bon vouloir du Parlement

(comme cela se fait outre-Manche et, plus encore, outre-Rhin), priverait la France d'un atout considérable. Donnant du poids à sa parole, la relative souveraineté dévolue au chef de l'État est un gage de réactivité, dont la remise en cause affecterait vraisemblablement la "capacité d'entrer en premier" tant vantée quand fut déclenchée l'opération Serval au Mali. Aussi n'est-ce pas de l'unité de décision que notre pays doit se priver, mais bien d'une classe politique, exécutif et parlement mêlés, dont les décisions ne s'inspirent pas du seul intérêt national. □

M 01093 - 2869 - F: 4,00 €



« TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NÔTRE »